



## Compte rendu de l'audio-conférence du 14 janvier 2022 avec la Direction locale

La situation sanitaire continue à se dégrader en Seine-Maritime. Le taux d'incidence est à 2730, un peu en dessous cependant du taux national.

On compte 446 hospitalisations et 48 patients en ré animation.

Pour la DRFIP 76 depuis le 27 décembre 2021, 53 collègues ont été testés positifs au COVID et 95 cas contacts. Soit une explosion par rapport au début de la pandémie (178 cas positifs).

Cela génère une suractivité pour les deux assistants de prévention et pour le médecin de prévention.  
**Merci à eux pour leur investissement.**

La Direction nous a fait part d'un nouveau changement de protocole dans la prise en charge des cas contacts.

Depuis le 14 janvier 2022, **les collègues cas contacts ne sont plus pris en charge par le médecin de prévention mais doivent se déclarer eux-mêmes sur Améli.**

La Direction locale indique vouloir toujours suivre cependant les cas contacts par le biais des assistants de prévention. Le pourront-ils au vu du nombre ?

Une réunion avec les chefs de service s'est déroulée hier pour expliquer ce changement, à charge pour ces derniers de répercuter l'information dans leur service.

**Concernant le télétravail**, le taux était la semaine dernière de 52 % sur 3 jours ou plus.

Nous avons demandé à nouveau un taux de télétravail quotidien, beaucoup plus probant. La Direction, comme lors de la précédente réunion, nous a indiqué qu'elle ferait un test la semaine prochaine. A suivre.

La Direction a prévu l'équipement de 162 ordinateurs en janvier. 55 ont déjà été installés en priorité sur les gros postes : à savoir Rouen Métropole, Rouen CHU, SIP du Havre et SPFE Rouen.

**59 collègues sont toujours en situation de vulnérabilité.** Certains ont pu reprendre une ou deux journées en présentiel après avis du médecin de prévention.

Nous avons posé la question pour la DRFIP (ou pour le CHS) de pouvoir acheter des auto-tests au vu de la situation.

La Direction nous a indiqué que la question n'était pas d'actualité, la Direction Générale y est opposé.

Situation qui évoluera peut-être lundi 17 janvier 2022 après l'audio avec les organisations syndicales nationales.